



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté N° IC-21-097
portant imposition de prescriptions de mesures d'urgence
à la société AIR FRANCE INDUSTRIES à ROISSY-EN-FRANCE**

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L.512-20 et L.172-5 et R. 512-69 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts des polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2020 réglementant les installations classées du site AIR FRANCE INDUSTRIES à ROISSY-EN-FRANCE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu le courriel de la société AIR FRANCE INDUSTRIES du 28 octobre 2021, informant l'unité départementale du Val-d'Oise de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) d'un incident sur les installations de stockage de carburacteur alimentant le bâtiment banc d'essai moteurs, détecté le 26 octobre 2021 ;

Vu le rapport de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France du 29 octobre 2021 ;

Considérant que cet incident a conduit à la perte d'une quantité encore inconnue de carburacteur sur le site de la société AIR FRANCE INDUSTRIES à ROISSY-EN-FRANCE ;

Considérant que l'inspection des installations classées s'est déplacée sur le site exploité par la société AIR FRANCE INDUSTRIES à ROISSY-EN-FRANCE le vendredi 29 octobre 2021 dans le cadre d'une inspection réactive ;

Considérant que cet incident est susceptible d'avoir entraîné des risques accidentels supplémentaires au sein des installations, une pollution des eaux et des sols et qu'il convient d'y remédier ;

Considérant qu'il convient de préserver les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et par conséquent de prescrire en urgence les dispositions nécessaires permettant de garantir la sécurité des biens et des personnes, en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Respect des prescriptions

La société AIR FRANCE INDUSTRIES est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé sur la commune de ROISSY-EN-FRANCE.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs sauf si les prescriptions du présent arrêté sont plus contraignantes.

Article 2 : Mesures conservatoires immédiates

L'exploitant identifie les zones d'écoulement des hydrocarbures issues du réservoir de 80 m3 équipant les installations du bâtiment essais moteurs et prend, **SANS DÉLAI à compter de la date de notification du présent arrêté**, toutes les mesures adéquates pour prévenir les écoulements directs ou indirects vers le milieu naturel et en particulier via le réseau d'évacuation des eaux pluviales exploité par Aéroports de Paris (ADP).

À cette fin, il procède aux opérations de pompage et d'évacuation des hydrocarbures et des eaux chargées en hydrocarbures présents dans les canalisations sur son site et aux alentours.

Les séparateurs d'hydrocarbures sont fréquemment vérifiés, au moins deux fois par jour et curés avant saturation.

Les justificatifs de la bonne élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 3 : Remise en Service

Avant remise en service du bâtiment essai moteurs, l'exploitant fait procéder sur ce bâtiment, ses annexes et ses abords ainsi que pour les éventuelles localisations d'écoulement d'hydrocarbures identifiées à la suite de l'incident détecté le 26 octobre 2021 :

- à la recherche et au repérage des locaux fermés, canalisations, galeries et points bas susceptibles de concentrer les vapeurs inflammables,

- à la vérification périodique de l'absence d'atmosphère explosive dans ces espaces,

- à la mise en sécurité des espaces présentant des risques d'apparition d'une atmosphère explosive, notamment en assurant une ventilation suffisante, la vérification de l'absence de point chaud ou d'installation électrique non ATEX et en interdisant l'accès,

- surveille les espaces et l'ensemble des canalisations galeries et points bas du secteur selon un plan de surveillance qu'il définit ou met en place une surveillance permanente.

Durant ce temps, les accès au bâtiment essai moteurs sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du périmètre couvert par les lieux cités au 1^{er} alinéa du présent article. Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence sur l'ensemble de ce périmètre.

Article 4 : Rapport d'Incident

L'exploitant transmet dans un délai n'excédant pas **QUINZE jours à compter de la notification du présent arrêté** le rapport d'accident mentionné à l'article 2.5.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 septembre 2020.

Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Il définit les mesures d'amélioration à prévoir.

Les mesures correctives évoquées dans le paragraphe précédent font l'objet d'un calendrier de mise en œuvre qui est fourni en même temps que le rapport d'accident.

Article 5 : Sanctions

Faute de se conformer au présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressée est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société AIR FRANCE INDUSTRIES.

Article 7 : Délai et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise - (2/4 boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – Unité départementale du Val d'Oise et le maire de ROISSY-EN-FRANCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le – 2 NOV. 2021

Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général
Maurice BARATE

